



4 décembre 2020 • Volume 4 | Numéro 27

La CSQ annonce la recherche de mandats de grève

Au sortir du conseil général des négociations (CGN) tenu les 2 et 3 décembre derniers et devant l'impasse des négociations du secteur public qu'elle dénonce depuis plusieurs mois, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) annonce que [les membres réunis en instance ont voté en faveur de la recherche d'un mandat de grève si le cadre financier du gouvernement n'évolue pas de façon notable au cours des prochaines semaines.](#)

L'absence totale de volonté du gouvernement de François Legault de déposer des offres pouvant améliorer considérablement les conditions de travail du personnel de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur explique l'amorce d'une consultation générale auprès des membres afin d'obtenir des mandats de grève. Le constat est clair : à la suite de plusieurs dizaines de rencontres à nos tables de négociations, après que la CSQ ait révisé ses revendications en mai dernier afin de tenir compte de la situation sanitaire et économique, le gouvernement refuse toujours de revoir son cadre financier afin de donner le coup de barre nécessaire pour freiner l'hémorragie qu'on observe dans nos services publics.

Si rien ne change au cours des prochaines semaines aux tables de négociations, les 125 000 personnes salariées des secteurs public et parapublic représentées par la CSQ seront appelées à se prononcer sur des mandats de grève pouvant aller jusqu'à l'équivalent de 5 jours. Le résultat de ces consultations sera communiqué à la fin du processus qui s'échelonne sur quelques semaines.

Faut que ça change maintenant!

L'absence de réponse significative du Conseil du trésor aux nombreux problèmes structurels des réseaux ajoute l'insulte à l'injure dans le cadre de la présente négociation. C'est la raison pour laquelle nous réclamons dès maintenant que les sommes consacrées à la négociation soient revues pour permettre de répondre au sous-investissement de même qu'aux problèmes de pénurie de main-d'œuvre et de précarité vécus sur le terrain, qui causent une véritable crise des conditions de travail.

Il faut souligner l'impatience des membres de la CSQ, qui expriment en avoir assez de ne pas être pris au sérieux dans cette négociation et qui réclament des solutions concrètes immédiatement. Cela fait des années que les travailleuses et les travailleurs des écoles, des centres, des établissements de santé et des cégeps sont confrontés à un sous-investissement qui les maintient dans une situation difficile.

Encore la semaine dernière, l'Institut de la statistique du Québec confirmait que la rémunération globale des employés de l'État québécois accuse un retard de 9,2 % par rapport à celle des autres salariés du Québec. Ce qui inclut le salaire, le régime de retraite

et les autres avantages sociaux, tels que les congés payés, les vacances, les congés de maladie, etc. En ce qui concerne le personnel enseignant du primaire et du secondaire, seul corps d'emploi comparé officiellement par Statistique Canada, il demeure le moins bien rémunéré de toutes les provinces canadiennes.

Depuis trop longtemps, la pénurie de personnel se fait lourdement sentir dans les réseaux publics et va jusqu'à compromettre les services à la population. Cela entraîne un problème généralisé d'épuisement et de surcharge de travail, créant ainsi un cercle vicieux. Les absences croissantes pour lésions professionnelles et maladies, les problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre font en sorte que la situation est aujourd'hui intenable. Plus que jamais, les problèmes sont criants, structurels et méritent des solutions sérieuses. Cette véritable crise des conditions de travail et l'intransigeance du gouvernement nous obligent à annoncer aujourd'hui que nous recherchons une autre voie pour tenter de débloquer la négociation. Le message est clair et nous n'y dérogerons pas : faut que ça change maintenant!

La balle dans le camp du gouvernement

La CSQ interpelle également le gouvernement Legault à propos de l'importance de respecter ses promesses visant à faire de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur ses priorités. À moins que les offres gouvernementales soient bonifiées de façon importante, les faits confirment que les engagements de la CAQ ne se sont jamais concrétisés par des propositions aux tables de négociations.

En n'accordant aucune offre susceptible d'améliorer concrètement les conditions de travail ou d'exercice du travail, le gouvernement non seulement renie ses engagements, mais maintient des dizaines de milliers d'emplois à prédominance féminine dans une position de grande précarité. Les offres que la partie patronale s'obstine à maintenir depuis le mois d'avril sont inacceptables et ont pour effet de « pelleter en avant » les problèmes vécus au quotidien sur le terrain. La fermeture totale exprimée par le Conseil du trésor depuis le début force les membres de la CSQ à un constat généralisé d'impasse. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement.

Pour plus d'information quant au caractère essentiel des réinvestissements dans nos conditions de travail pour favoriser une relance économique équitable, et préserver la qualité et l'accessibilité de nos services publics : lequebecalesmoyens.lacsq.org

POUR NE RIEN MANQUER DE LA NÉGO...

Suivez l'évolution de la négociation des secteurs public et parapublic en visitant le [site de la CSQ](#) et en vous abonnant à l'[infolettre](#).



Centrale des syndicats
du Québec

Courriel envoyé à : z77.beauchemin.francois@lacsq.org

Centrale des syndicats du Québec
320 Saint-Joseph Est Bureau 100

Québec (Québec) | G1K 9E7 | Canada
418-649-8888 | admsite@lacsq.org

[Politique anti-pourriel](#) | [Rapporter un abus](#) | [Vous désabonner](#)

